



## Toutes et tous, ensemble, mobilisé-es le 04 février

Les organisations CGT, FSU, Solidaires, CNT de la Loire réunies en intersyndicale ont fait le point sur la situation de ces derniers mois. Une période marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail, la jeunesse et la culture.

Nos organisations ont décidé d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité.

A l'appui de mobilisations professionnelles qui ont déjà eu lieu dans certains secteurs comme la santé, l'éducation nationale, l'énergie, etc, nos organisations s'engagent pour la défense et le développement du service public, de l'industrie et de l'amélioration de notre protection sociale.

Dans ce contexte, et ce n'est pas anodin, les attaques liberticides du gouvernement se multiplient, nos organisations continuent de les combattre.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Par contre, les gagnant-e-s sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement.

Rien pour les petits salaires, la revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021, faisant passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 € est une véritable provocation.

Rien non plus pour les 1ers de corvée, exposé-e-s depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Rien pour les soignant-e-s qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnel-le-s oublié-e-s. Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé. Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.

Les chiffres sont clairs : 47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production et en particulier notre industrie. Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

La relance de l'économie, et du progrès passe aussi par l'augmentation des salaires, des minimas sociaux et des pensions de retraite.

C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU, Solidaires, CNT appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.

**St Etienne : 10H30, RDV Bourse du travail jusqu'à la préfecture**  
**Roanne : 10H30, RDV Palais de justice jusqu'à la sous-préfecture**